

La victoire de Lula au second tour de l'élection présidentielle brésilienne a représenté un immense soulagement pour l'ensemble des forces progressistes au Brésil, en Amérique Latine et a marqué un coup d'arrêt à la progression des forces d'extrême-droite dans le monde. Mais cette victoire acquise à une courte majorité, après une campagne d'une violence extrême, recèle bien des contradictions et bien des dangers.

Pour en prendre la mesure, il faut tout d'abord rappeler que le Brésil est un pays de 215 millions d'habitants, grand comme 17 fois la France. La crise sanitaire y a fait plus de 700 000 morts, les inégalités sociales y sont considérables, avec plus de 62 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. En Amazonie, la politique de déforestation de Bolsonaro (40 000 km²) a aggravé les conditions des peuples premiers.

C'est ce contexte qui permet de comprendre les résultats électoraux. Si Lula est élu, avec 50.9 % des voix, il ne faut pas oublier qu'entre les deux tours il n'a progressé que de 3 millions de voix alors que Bolsonaro a progressé de 7 millions de voix. Le PT est minoritaire à la Chambre des Députés, où le camp bolsonariste peut encore compter 190 sièges sur 513, et au Sénat, les partis de droite comptent 53 % des sièges. Au niveau fédéral, enfin les trois plus grands Etats industriels, Rio, Sao Paulo et Minas Gerais, qui comptent plus de 80 millions d'habitants, ont élu des gouverneurs de droite.

Enfin, après plusieurs semaines de silence, Bolsonaro avait officiellement contesté les résultats électoraux le 21 novembre, au motif d'un prétendu dysfonctionnement de plusieurs milliers de machines électroniques de vote. A cette annonce, ses partisans avaient immédiatement repris les blocages de routes et appelé à l'insurrection en manifestant devant les casernes.

Janette Habel, universitaire et militante spécialiste de l'Amérique latine, développe ici les points cruciaux de cette nouvelle situation et les débats stratégiques qui en découlent, de toute première importance pour l'ensemble des forces de gauche aujourd'hui.

Comment analyses-tu l'offensive des bolsonaristes une semaine après l'investiture de Lula ?

L'extrême droite est en embuscade. Le faible écart de voix – 50.9 % pour Lula et 49.1 pour Bolsonaro à l'issue d'une campagne électorale marquée par la violence – a encouragé la tentative de putsch des bolsonaristes. La société brésilienne est polarisée, et l'euphorie qui a marqué la prestation de serment de Lula était faussement rassurante. Contrairement aux espoirs des soutiens de Lula qui pensaient qu'une page était tournée, que le bolsonarisme appartenait au passé, l'attaque massive contre les principaux lieux de pouvoir – le Congrès, la Cour Suprême, le Palais présidentiel – montre qu'il n'en est rien. Ces événements sont extrêmement préoccupants. Depuis les événements, 1500 partisans de Bolsonaro ont été arrêtés et le gouverneur de Brasilia Ibaneis Rocha suspendu. Les campements devant les casernes ont été démantelés mais qu'en est-il de leurs inspireurs et de leurs appuis policiers et militaires ? La complicité de la police militaire (PM) avec les bolsonaristes est avérée. Des manifestants ont pu occuper les bâtiments des principales institutions du pays sans réaction des policiers présents, certains allant même jusqu'à les accompagner. La passivité des militaires a été particulièrement remarquée. Les centres du pouvoir relèvent de la sécurité nationale et sont sous protection militaire. Mais les bâtiments sont restés occupés pendant des heures sans qu'ils interviennent. Le putsch a révélé l'ampleur des

appuis et des relais dont Bolsonaro dispose dans la police et dans l'armée. Des réseaux construits grâce aux privilèges et à l'impunité dont ils ont bénéficié de la part de l'ancien président.

Bolsonaro n'est pas un clown, c'est un président d'extrême droite qui a mis en œuvre une politique brutale de démantèlement social et de répression. Il avait même loué devant l'Assemblée Nationale les exploits du colonel qui avait participé aux séances de torture de Dilma Rousseff. Les médias internationaux ont souvent mis l'accent sur la grossièreté du personnage, sur ses provocations, sur son manque de culture, mais l'essentiel n'est pas là.

Dans ce contexte, le nouveau mandat de Lula s'annonce plus complexe et difficile. D'abord à cause du changement de conjoncture économique entre la précédente présidence de Lula et la conjoncture actuelle. Pendant ses deux premiers mandats, Lula avait bénéficié d'une conjoncture économique exceptionnelle, grâce au boom des matières premières, ce qui lui avait permis de mettre en œuvre des réformes sociales, comme la « bolsa familia » améliorant notablement la situation des plus pauvres. Il avait alors bénéficié de cette conjoncture favorable et enregistré une diminution très significative de la pauvreté. Il ne s'agissait pas de réformes économiques structurelles, mais, pour l'essentiel de « transferts sociaux conditionnés », tels que les nomme la Banque Mondiale. En d'autres termes, il s'agissait de transferts financiers qui s'effectuaient par le biais de cartes de crédit, soumis à conditions, sous réserve que les familles fassent vacciner leurs enfants, ou que leurs enfants aillent à l'école, etc. Ce qui a eu des effets très positifs, mais cela n'impliquait pas de bouleversements majeurs de l'économie brésilienne, ni même de modifications substantielles des rapports de force entre les classes dirigeantes et les classes populaires. La situation économique est très différente aujourd'hui et beaucoup plus défavorable après la pandémie. Ce qui va rendre beaucoup plus difficile la mise en œuvre des réformes sociales prévues par Lula.

Quel rôle a joué la gestion de la pandémie ?

La pandémie au Brésil a été une des pires catastrophes humanitaires à l'échelle mondiale. Il y a eu plus de 700 000 décès et on estime généralement que la moitié d'entre eux auraient pu être évités. Bolsonaro s'est prononcé non seulement contre la vaccination, mais contre toutes mesures visant à limiter la pandémie. Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut rappeler qu'au Brésil, comme dans la plupart des pays d'Amérique Latine, l'économie informelle, l'économie « grise » représente plus de la moitié de la population active. Autrement dit, plus de la moitié de la population au travail n'a ni protection sociale contre le chômage, ni Sécurité Sociale. Pour elle, le fait de pouvoir continuer à travailler, c'est tout simplement pouvoir survivre, nourrir ses enfants etc. Or, dans cette affaire, la politique de Bolsonaro est apparue, aux yeux de certains des plus pauvres, non pas comme une politique criminelle, mais comme la politique qui leur a permis de sauvegarder leurs conditions d'existence, ce qui explique le soutien dont il a bénéficié de la part de nombreux brésiliens dont une partie des plus pauvres.

Le bilan des années Dilma a-t-il joué un rôle ?

Il est sans doute apparu comme négatif à partir des années 2013. Il y a eu un retournement de conjoncture après la crise de 2008 et en 2013 des mouvements sociaux importants ont commencé à se développer, pour le maintien du pouvoir d'achat des salaires face à l'inflation, notamment une grève importante des enseignants et des fonctionnaires réclamant des augmentations de salaires. Dilma Rousseff s'est confrontée à ce mouvement sans satisfaire les revendications, tout en cédant aux revendications des officiers qui réclamaient une série d'avantages. Ainsi, le bilan du PT, qui était très positif à l'issue des deux mandats de Lula - il bénéficiait alors d'après les sondages de 80% d'opinions favorables - s'est dégradé. La droite a commencé alors une campagne médiatique d'une brutalité incroyable dénonçant la corruption du PT et de ses dirigeants. Cet élément-là du bilan a fini par être au premier plan, parce que les scandales révélés concernant le PT étaient souvent exacts, sans doute plus importants que ceux concernant Lula lui-même.

Dans le système électoral très compliqué du Brésil, le PT a pratiqué l'achat de voix au Congrès pour faire adopter des lois et gagner des majorités au Parlement, il a financé des députés, dont ceux dits du « Centre », c'est-à-dire, au Brésil des députés qui n'ont pas d'affiliation stable, par des versements mensuels, appelés « mensalao ». Cet instrument de corruption des élus a fini par atteindre le PT lui-même, certains de ses élus et gouverneurs. Ce qui a considérablement terni le prestige du Parti des Travailleurs dans son ensemble. Ajoutons que l'entreprise multinationale de travaux publics Odebrecht qui avait été mêlée à ces scandales, était elle-même impliquée dans toute une série de malversations.

Survient l'opération Lava Jato...

La droite a compris alors tout le parti qu'elle pouvait tirer de ces accusations. Une campagne médiatique gigantesque fut mise en œuvre, à l'initiative du juge Sergio Moro qui deviendra plus tard le ministre de la Justice de Bolsonaro, accusant de corruption le PT, Lula et Dilma Rousseff. Cette campagne a eu un écho important dans la population, parce qu'une partie des révélations ont été avérées. Les plus douteuses de ces révélations furent celles qui visaient Lula personnellement, en tant que Président du PT. Finalement Lula passera 580 jours en prison, après que Dilma Rousseff ait été destituée par un coup d'Etat institutionnel et remplacée par Michel Temer, son vice-président. L'opération *Lava Jato* a provoqué un retournement de l'opinion publique. Les conséquences sur le plan politique et social ont été très importantes.

Il y a au Brésil un racisme structurel hérité du passé esclavagiste. Pour mémoire, l'esclavage n'y a été aboli qu'en 1888. Aujourd'hui environ 55% de la population est noire ou métisse. C'est une question très sensible et Lula avait pris des mesures de discrimination positive en favorisant l'accès à l'Université des jeunes discriminés^[1]. Mais avec le retournement de conjoncture, le racisme s'est à nouveau développé et exprimé dans la société. Ajoutons à cela la progression spectaculaire des évangéliques. Jusqu'à récemment, le Brésil était un bastion du catholicisme, au sein de ce continent catholique qu'est l'Amérique Latine. Mais le catholicisme a souvent été incarné, parmi les populations les plus pauvres, noires ou métisses, par des prêtres blancs et conservateurs, à l'exception des communautés ecclésiales de base portées par la théologie de la Libération, dont de nombreux secteurs se réclamaient du marxisme. Théologie de la Libération fortement combattue et condamnée par le Vatican qui a exclu certains de ses prêtres. C'est donc dans ce vide, profitant du rejet du catholicisme traditionaliste, que les évangéliques, secte

protestante venue des États-Unis, se sont développés. Parmi les évangéliques qui représentent, selon les estimations, un tiers voire plus de la population, notamment parmi les pauvres, il y a une proportion significative de Noirs. Ils ont réussi à influencer certains secteurs des classes populaires, le tout au service d'une politique réactionnaire, militant contre l'avortement, favorisant les plus riches, célébrant la réussite individuelle, dans le droit fil de l'économie néo-libérale. Avec le soutien des secteurs d'extrême-droite, qui eux, appuient complètement Bolsonaro. Tout cela constitue un faisceau très important d'explications, ce à quoi on peut ajouter le fait qu'en terme de perspective socialiste, ou à tout le moins démocratique, ce qui se passe au Venezuela ou à Cuba pèse de manière négative. Ce tableau général explique l'élection de Bolsonaro en 2018 et la persistance de son influence. Très habilement, il avait nommé alors Sergio Moro ministre de la Justice et le gouvernement était parfois apparu aux yeux de certains, grâce à une campagne des grands médias, comme moins corrompu que ceux qui l'avaient précédé. La réalité était bien différente. Bolsonaro a privilégié l'agrobusiness de A à Z, la déforestation de l'Amazonie (plus de 40.000 kms carrés), la culture du soja, en passant outre à toutes les dispositions qui étaient censées protéger l'Amazonie et ses populations autochtones. Sur le plan institutionnel, il a donné à l'armée des pouvoirs considérables. Après la dictature militaire (1964-1985) les privilèges de l'armée n'avaient pas été remis en cause, ni même amoindris sous les gouvernements de Lula et de Dilma, mais ils ont été considérablement renforcés par Bolsonaro, consolidant ainsi sa base sociale, ce qui explique aussi l'appui de certains militaires à l'insurrection. En résumé, tous ces facteurs, sans oublier la déstructuration sociale à l'oeuvre dans les favelas (bidonvilles), expliquent le très gros score de Bolsonaro à l'élection de 2022. Aujourd'hui, 66 millions de brésiliens vivent sous le seuil de pauvreté. Si on regarde la situation dans les favelas, ce qui frappe, c'est la pénétration de la drogue, de la délinquance, de l'insécurité, l'extrême misère aggravée par la pandémie. Bolsonaro avait supprimé tous les acquis sociaux avant les élections, tout en augmentant parallèlement les pouvoirs de la police dont les interventions créent des drames et des situations difficilement contrôlables. Il faut toutefois préciser que durant les deux derniers mois de la campagne électorale, Bolsonaro avait débloqué une série de nouvelles aides provisoires, y compris des allocations financières en faveur des secteurs les plus défavorisés, dans le but d'acheter le vote populaire. Cette situation a alimenté, dans les classes moyennes, un sentiment d'insécurité, une demande d'ordre et de protection que Bolsonaro a su parfaitement instrumentaliser.

Sur le plan économique, l'agrobusiness, les banquiers, les entrepreneurs, les grands commerçants sans oublier l'armée appuient Bolsonaro. La bourgeoisie industrielle est plus composite, il était important, pour certains secteurs, de mettre un coup à d'arrêt à la présidence de Bolsonaro de plus en plus critiqué, compte tenu de l'isolement du Brésil sur la scène internationale.

La tentative de putsch était-elle prévisible ?

Rappelons que la victoire de Lula n'a pas été reconnue ni par Bolsonaro ni par les bolsonaristes. Immédiatement après les résultats, il y a eu des émeutes, des blocages de routes et des axes d'accès aux grandes villes y compris par la police. Il y a eu des appels aux militaires à sortir des casernes. Mais parmi ceux qui avaient soutenu Bolsonaro, comme le gouverneur de Sao Paulo, l'idée d'un coup d'Etat semblait écartée. Deux facteurs allaient dans ce sens, une partie des classes dominantes s'opposant à ce chaos naissant. Et sur le

plan international, le président américain Biden avait immédiatement reconnu l'élection de Lula, ce qui, pour l'armée, était un signal très important. Sans oublier les dirigeants européens venus à la rescousse, Xi Jinping également, y compris Vladimir Poutine. Tout cela semblait très dissuasif. Pour l'avenir, le coup d'Etat militaire « traditionnel » ne semblait pas une option. C'était sous-estimer le potentiel de mobilisation populaire dont bénéficient les Bolsonaristes et les relais politiques dont ils disposent au Congrès et dans les Etats, sans oublier la police et l'armée. Pour mémoire, les résultats des élections parlementaires, des gouverneurs, ne donnent pas de majorité à Lula, y compris dans certains Etats parmi les plus importants du Sud, Rio, Sao Paulo, Minas Gerais.—

Pour gouverner Lula va se heurter à de nombreux obstacles. Pendant la campagne, il s'est allié à des partis de droite traditionnels, et il a choisi comme vice-président Geraldo Alckmin, un homme politique de centre droit, son ancien adversaire lors de l'élection présidentielle de 2006. Pour le deuxième tour de l'élection, il a été rejoint par la candidate arrivée en troisième position, Simone Tebet, liée aux intérêts de l'agro-négoce (elle avait voté en faveur de la destitution de Dilma Rousseff). Et Carlos Favaro, ancien président de l'association des producteurs de soja de l'Etat du Mato Grosso, a été nommé ministre de l'agriculture. Lula sera donc contraint de négocier en permanence avec ces composantes. Avant son investiture, Lula avait déjà donné des gages à l'armée, il avait pris position contre l'avortement, pour essayer de neutraliser une partie de l'influence des évangéliques. Sur le plan social, les deux mois de transition avant sa prise de fonction ont été compliqués. Lula s'est engagé pour les minorités et les peuples autochtones, il a nommé la militante écologiste Marina Silva ministre de l'environnement, et il a pris des engagements concernant l'Amazonie qui vont à l'encontre des intérêts de l'agro-business. Lors d'un discours prononcé début novembre, Lula avait fait part de sa volonté de ne pas respecter le plafonnement des dépenses publiques inscrit dans la Constitution ce qui avait déclenché aussitôt la chute de la Bourse et la baisse du real, la monnaie brésilienne, face au dollar. La proposition de Lula était justifiée par la nécessité de revaloriser les minima sociaux face à l'inflation, mais il s'était fait taxer de démagogue par l'influent journal *Folha de Sao Paulo*, et il avait été critiqué par ses alliés. Il a dû négocier un accord avec les anciens alliés de Bolsonaro afin d'obtenir une rallonge budgétaire permettant d'accorder aux plus démunis une aide de 600 reais (environ 120 euros). Si Lula recule, la déception à gauche risque d'alimenter la contestation à droite.

Plus précisément, quelle est la base sociale de Lula ?

L'ancien Parti des Travailleurs a beaucoup perdu de son prestige. Mais les fonctionnaires, les enseignants, les salariés, toute une partie de la base populaire du Brésil s'est mobilisée en faveur de Lula. Ce qui a été déterminant, c'est le vote « contre » Bolsonaro . On n'en connaît pas encore les proportions au sein de la classe ouvrière, de la paysannerie, du secteur informel. Il n'est pas sûr que son appel à l'union nationale suffise à contenir l'extrême droite.

Où en est la gauche, et le PSOL ?

Le PSOL est une scission de gauche du PT. C'est un parti important. Il a des députés et de nombreux points d'appui dans des municipalités. On estime qu'il y a 300 000 adhérents dont environ 50 000 militants. C'est un parti où coexistent plusieurs courants et le débat y était vif avant les élections. Devait-on présenter un candidat du PSOL au premier tour ou appeler directement à voter Lula dès le premier tour ? Le résultat électoral, le faible écart séparant Lula de son adversaire, ont confirmé la décision prise, l'appel à voter Lula dès le premier tour pour battre l'ex-président d'extrême-droite Bolsonaro. Mais le parti reste encore divisé. Pour certains militants, une fois battue la candidature « néo-fasciste » (le terme est en débat) de Bolsonaro, le problème est de garantir l'indépendance du PSOL, de garder une position critique à l'égard de Lula et de ses alliés de droite, notamment de son vice-président, Alckmin. Il y a, au-delà du soulagement, une appréciation prudente, attentiste, vis-à-vis du gouvernement que Lula a mis en place. Et cela alimente au sein du parti les critiques de ceux qui ne souhaitent pas soutenir Lula dès le premier tour et qui pensent qu'une partie de la direction a une vision insuffisamment critique de la situation. Certains se demandent quel va être le poids du PT dans une coalition gouvernementale hétéroclite qui compte plus de 10 partis politiques, un éventail qui va de la droite à la gauche radicale. Le débat sur le soutien que l'on peut apporter au gouvernement de Lula rappelle ceux qui se sont déroulés au sein du *Bloco de Esquerda*, au Portugal mais dans un contexte très différent.

Sur le plan régional, la victoire de Gustavo Petro en Colombie, celle de Gabriel Boric au Chili, le retour des forces de gauche en Amérique Latine donnent une certaine marge de manœuvre à Lula. L'idée, impulsée par les présidents mexicain et colombien d'un rapprochement continental qui inclurait également le Venezuela et certains pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes (dont Cuba) va dans ce sens. Lula a toujours été favorable à une intégration latino-américaine préservant l'indépendance du sous-continent face à Washington, sa présidence pourrait y contribuer. A condition que ses adversaires lui en laissent le temps et que l'armée reste dans ses casernes. Le spectre de Salvador Allende n'a pas fini de hanter l'Amérique latine.

*

Propos recueillis par Mathieu Dargel pour [le site de la Gauche écosocialiste](#), et actualisés depuis par Janette Habel.

Notes

^[1] J'avais moi-même participé au jury d'une thèse soutenue par une étudiante qui avait bénéficié de ces mesures de discrimination positive, à l'Université d'Etat de Rio de Janeiro.